



HOTSPOT KIOS, GRÈCE, AOÛT 2016

HOTSPOT POZZALLO, ITALIE, SEPTEMBRE 2016

## Pour aller plus loin

### DOCUMENTS OFFICIELS :

La Commission européenne publie régulièrement un « état des lieux » (*state of play*) des **hotspots** : [http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/press-material/docs/state\\_of\\_play\\_-\\_hotspots\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/press-material/docs/state_of_play_-_hotspots_en.pdf)

5<sup>e</sup> Rapport de la Commission au Parlement européen sur le mécanisme de relocalisation et de réinstallation, 13 juillet 2016

[http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/proposal-implementation-package/docs/20160713/fifth\\_report\\_on\\_relocation\\_and\\_resettlement\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/proposal-implementation-package/docs/20160713/fifth_report_on_relocation_and_resettlement_en.pdf)

La plupart des documents officiels et des documents de travail émanant des institutions européennes (Commission, Parlement, Conseil...) sont archivés sur le site de l'association Statewatch, membre du réseau Migreurop : <http://www.statewatch.org/asylum/obserasylum.htm>

Pour une première approche de cette documentation, voir notamment :

« **Mieux gérer les migrations dans tous leurs aspects : un agenda européen en matière de migration** », Communiqué de presse, Commission européenne, 13 mai 2015 [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-15-4956\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-4956_fr.htm)

« **L'approche des hotspots pour gérer des afflux migratoires exceptionnels** », Commission européenne, 8 septembre 2015 [http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/2\\_hotspots\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/2_hotspots_fr.pdf)

« **Un agenda européen pour la migration, état d'avancement janvier 2016** », Commission européenne [http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/eam\\_state\\_of\\_play\\_20160113\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/eam_state_of_play_20160113_fr.pdf)

Avec le soutien de :



La seule responsabilité du contenu incombe aux auteur-e-s et peut ne pas refléter les positions de NEF, EPIM et des fondations partenaires

### MIGREUROP ET SES MEMBRES ONT PUBLIÉ :

« **Avec les hotspots l'UE renforce sa politique de refoulement des boat-people** », Mediapart, 21 juillet 2015 <https://blogs.mediapart.fr/migreurop/blog/200715/avec-les-hotspots-l-ue-renforce-sa-politique-de-refoulement-des-boat-people>

Karen Akoka, « **Crise des réfugiés, ou des politiques d'asile ?** » *La vie des idées*, 31 mai 2016 <http://www.laviedesidees.fr/Crise-des-refugies-ou-des-politiques-d-asile.html>

« **Accord Union européenne - Turquie : Externaliser pour mettre fin au droit d'asile** », Communiqué Migreurop-AEDH, 16 mars 2016 <http://www.migreurop.org/article2679.html>

« **Accord UE-Turquie : la grande imposture. Rapport de mission dans les hotspots grecs de Lesbos et Chios** », Gisti, 25 juillet 2016 [http://www.gisti.org/IMG/pdf/rapport\\_gisti\\_mission\\_grece\\_2016-07-25.pdf](http://www.gisti.org/IMG/pdf/rapport_gisti_mission_grece_2016-07-25.pdf)

« **Les étapes du processus d'externalisation du contrôle des frontières en Afrique, du Sommet de La Valette à aujourd'hui** », ARCI, juin 2016 : [http://www.integrationarci.it/wp-content/uploads/2016/06/externalisation\\_docanalyse\\_ARCI\\_FR.pdf](http://www.integrationarci.it/wp-content/uploads/2016/06/externalisation_docanalyse_ARCI_FR.pdf)

« **Frontières européennes, défense d'entrer** », Rapport de mission de la Cimade en collaboration avec APDHA, Arci, Boats4People, GADEM & Migreurop, juin 2016 : [http://www.lacimade.org/wp-content/uploads/2016/06/La\\_Cimade\\_FrontieresUE\\_pl.pdf](http://www.lacimade.org/wp-content/uploads/2016/06/La_Cimade_FrontieresUE_pl.pdf)

Claire Rodier (avec C. Portevin), **Migrants et réfugiés : réponse aux indécis, aux inquiets et aux réticents**, La Découverte, 2016.

# migreurop

Migreurop est un réseau d'associations, de militants et de chercheurs présents dans une vingtaine de pays d'Europe, d'Afrique et du Proche-Orient. Notre objectif est de faire connaître et de dénoncer les politiques de mise à l'écart des personnes en migration, en particulier l'enfermement dans des camps, les formes diverses d'expulsion, la fermeture des frontières ainsi que l'externalisation des contrôles migratoires pratiquée par l'Union européenne et ses États-membres. Nous contribuons ainsi à la défense des droits fondamentaux des exilés (dont celui de « quitter tout pays y compris le sien ») et à promouvoir la liberté de circulation et d'installation.

**www.migreurop.org**

Retrouvez migreurop sur et sur @migreurop

MIGREUROP  
CICP — 21ter rue Voltaire  
75011 Paris

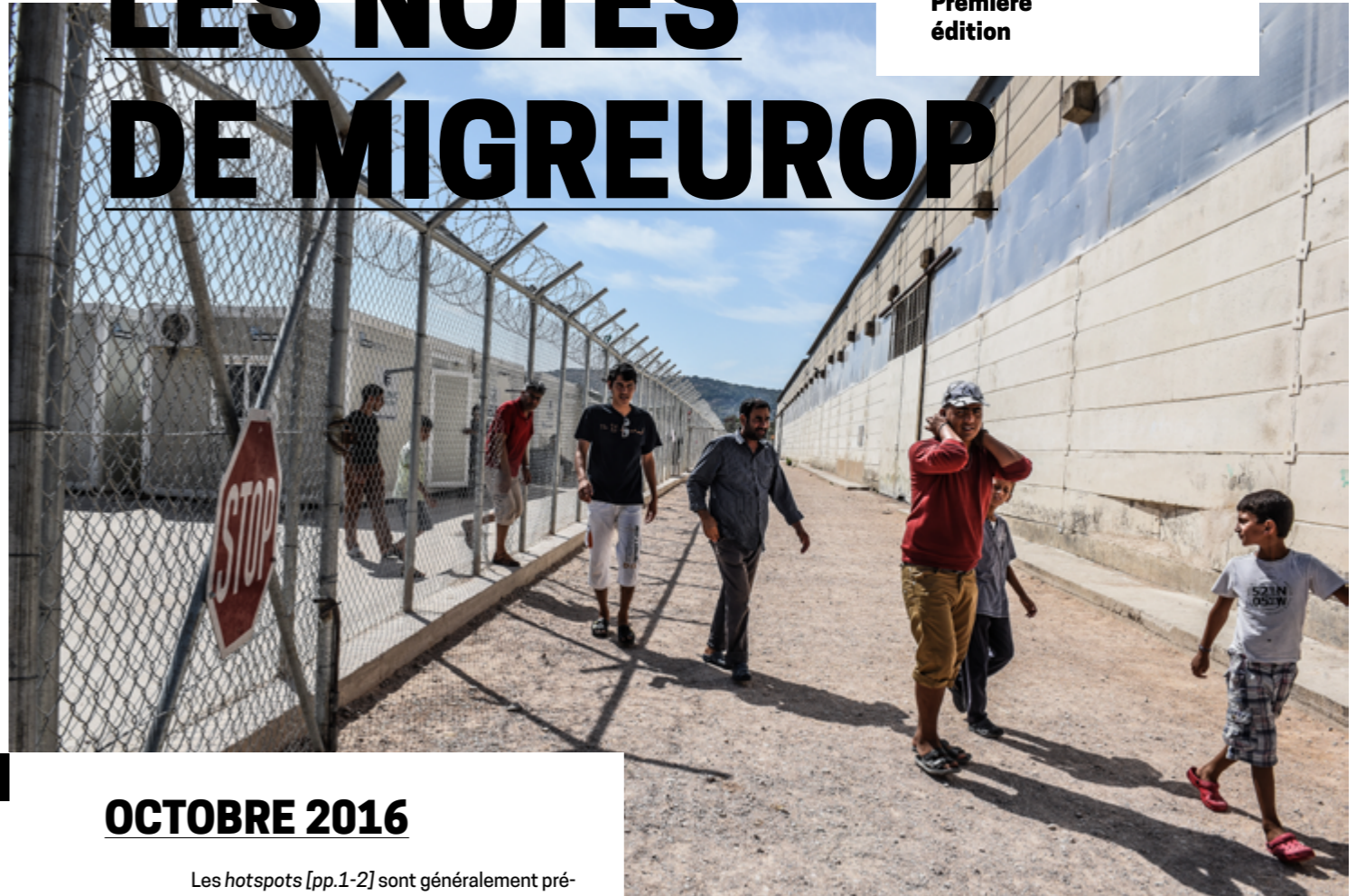
Photographies : Sara Prestianni  
Cartographie : Olivier Clochard, Louise Tassin

Dir. de la publication : Emmanuel Blanchard

# LES NOTES DE MIGREUROP

Numéro 4

Première  
édition



HOTSPOT KIOS, GRÈCE, AOÛT 2016

## Des hotspots au cœur de l'archipel des camps

Les textes européens abondent en expressions destinées à édulcorer le caractère principalement répressif des politiques migratoires. C'est ainsi qu'au printemps 2015 le terme *hotspot* a fait irruption dans des communications officielles. Il s'agissait de mettre en scène la capacité de l'Union européenne (UE) à réagir à l'arrivée de milliers de migrants dans les îles grecques, alors que cet exil s'accompagnait de nombreux naufrages dont les centaines de victimes attiraient une attention médiatique inédite. La Grèce était alors décrite comme incapable de contrôler ses frontières et désignée comme principale responsable de la « crise migratoire ». Cette situation était pourtant la conséquence des politiques impulsées par l'UE – les États de la périphérie de l'espace Schengen sont, depuis toujours, assignés au rôle de garde-barrières de l'Europe – et s'expliquait par l'augmentation, largement prévisible, du nombre de migrants, notamment du fait de la durée et de l'intensité des conflits en Syrie.

# migreurop

# Des hotspots au cœur de l'archipel des camps

SUITE DE L'ARTICLE DE LA PAGE 1

Généralement décrits comme des « dispositifs d'accueil et de premier accueil dans les États membres situés en première ligne », les *hotspots* sont un nouvel habillage de la vieille politique de création de camps d'internement aux portes de l'UE. Dans un glossaire de la Commission européenne, le terme est explicité dans une section intitulée « *Save Lives and Secure the External Borders* ». Pourtant, c'est bien la logique de dissuasion et non celle de secours qui prédomine : les *hotspots* doivent contribuer à durcir les conditions « d'accueil » et ainsi décourager les *boat-people* de prendre la mer. Un objectif évidemment voué à l'échec pour des exilés qui fuient les situations de conflit et de crise les plus tragiques.

L'« approche *hotspot* » consiste à obliger les gouvernements italiens et grecs, appuyés par des agences européennes [encadré] à trier et à sélectionner parmi les arrivants la minorité susceptible d'être « relocalisée » [texte p.3]. Passé le flottement de la fin de l'été 2015 au cours duquel quelques pays (en particulier l'Allemagne) avaient ouvert leurs frontières, c'est l'option du barricadement des frontières qui s'est imposée. À partir de décembre 2015, à l'ouverture des premiers *hotspots* en Sicile et dans les îles de la mer Égée [carte p. 3], les exilés n'ont pas tardé à être entassés dans des camps de fortune dans lesquels certains sont pris au piège depuis des mois. Les *hotspots* organisent en effet un arsenal carcéral articulant des camps d'identification et de tri (entre « mauvais » migrants et « bons » demandeurs d'asile), des camps d'attente (pour les demandeurs d'asile pouvant être « relocalisés ») et des camps de préparation à l'expulsion (pour toutes celles et ceux considérés comme « indésirables »...).

## FRONTEX : TRIER PLUS POUR RENVOYER PLUS

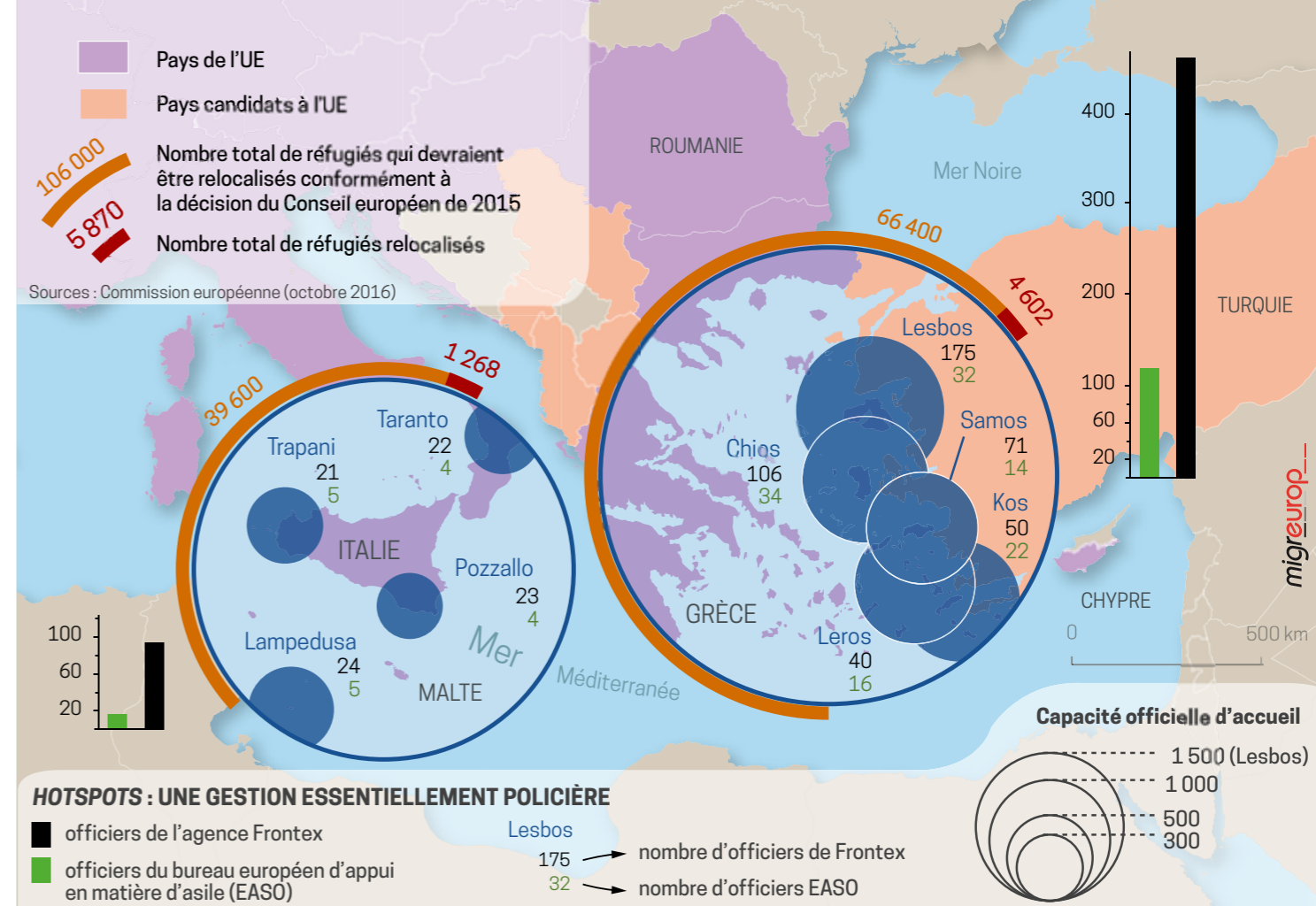
Les *hotspots* se distinguent d'autres camps par l'importance de la présence d'agences européennes, telles que le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), Europol, Eurojust, et surtout Frontex, l'agence de surveillance des frontières extérieures, renommée Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes en septembre 2016.

Celle-ci procède, avec plus de 500 agents en Grèce et en Italie (soit près de quatre fois plus que l'EASO), à la prise d'empreintes des primo-arrivants, ainsi qu'à des entretiens pour déterminer leur nationalité et reconstituer leur parcours. Frontex est aussi en charge de mettre en œuvre les retours forcés des personnes dont la qualité de demandeurs d'asile n'a pas été reconnue. Si ces pratiques existaient avant 2015, elles ont été systématisées avec « l'approche *hotspot* » : Frontex est devenue l'agence pivot des politiques européennes de tri et d'expulsion des étrangers. Le gouvernement italien ayant proposé que ce tri s'effectue aussi en mer au travers de « *hotspots* flottants », Frontex s'y emploie déjà, notamment dans le Canal de Sicile.

La logique concentrationnaire, qui caractérise depuis de nombreuses années les politiques de l'UE, franchit ainsi une nouvelle étape. Elle conduit à transformer les îles italiennes et grecques en un immense archipel de camps.

Selon le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, des régions entières de ces deux pays sont ainsi devenues de « vastes zones de confinement forcé ».

Au-delà des *hotspots* labellisés, des nasses semblables existent tout au long des parcours migratoires, de la région d'Agadez au Niger au nord-ouest de la France, en passant par les littoraux libyens ou marocains. Cet encampement généralisé résulte des choix de l'UE et de ses partenaires en matière de gestion de l'immigration. D'une part, il s'agit de bloquer les migrants dans les pays européens de première arrivée en bouclant un certain nombre de frontières, par exemple à Idomeni (à proximité de la frontière gréco-macédonienne) ou à Vintimille (ville-passage de l'Italie vers la France). D'autre part, l'UE tente de tarir les arrivées en négociant le soutien d'États tels le Soudan ou l'Éthiopie et cherche à refouler de manière expéditive les exilés vers des pays dits « de transit ». L'accord conclu en mars 2016 avec la Turquie, érigée au rang de « pays sûr », est emblématique de ces marchandages aussi peu soucieux de formalisme juridique que des droits fondamentaux des exilés.



## DES « RELOCALISATIONS » PRÉTEXTES À EXPULSION

Présentée, dans l'Agenda européen pour la migration lancé en mai 2015 par la Commission européenne comme la facette « solidaire » de la réponse de l'UE à la mal nommée « crise migratoire », la relocalisation consiste en une répartition, dans différents États membres, de migrants identifiés dans les *hotspots*, grecs et italiens, comme éligibles au statut de réfugié. Après que la Commission a renoncé à en faire un dispositif contraignant (nombre d'États refusant de se voir imposer des « quotas »), c'est sur la base du « volontariat » que 23 d'entre eux se sont engagés en septembre 2015, au terme d'un interminable marchandage, à accueillir sur deux ans un total de 160 000 potentiels réfugiés – une proportion dérisoire au vu du nombre de personnes déjà présentes à l'époque en Grèce et en Italie. On note que parmi les critères retenus pour déterminer combien de migrants seront relocalisés dans chacun des pays hôtes (nombre d'habitants, PIB, nombre de réfugiés déjà accueillis, taux de chômage...), le choix de leur destination par les intéressés n'est jamais pris en compte. Une façon de rappeler que même si on leur reconnaît le droit de demander une protection, les demandeurs d'asile restent interdits de circuler librement sur le territoire de l'UE.

Un an après le lancement du dispositif, environ 6 000 exilés ont été « relocalisés » dans un État européen. Dans certains, on n'en compte que quelques dizaines, voire aucun [carte ci-dessus]. Signe, s'il en était besoin, de l'échec d'un mécanisme qui n'a été mis en place que pour donner une apparence d'humanité et de rationalité aux *hotspots*. Ceux-ci sont en effet le point de passage obligatoire pour avoir une chance d'être choisi pour un transfert dans un État d'accueil. Mais une chance infime : d'abord, parce que ne sont concernées que quelques nationalités (principalement des Syriens et des Erythréens) ; ensuite au regard du peu d'empressement des États à respecter des engagements auxquels ils n'ont souvent souscrit qu'à contrecœur ; enfin, du fait des modalités complexes et bureaucratiques de la sélection. La très grande majorité des migrants – ceux qui n'auront pas été choisis pour être relocalisés – sont alors soit promis à l'expulsion, soit bloqués en Grèce ou en Italie. À condition, s'agissant de la Grèce, que ces exilés soient arrivés avant l'application de l'accord UE-Turquie, en vertu duquel même les personnes éligibles à l'asile peuvent être refoulées. Au prétexte d'une illusoire relocalisation, ce sont donc des milliers d'exilés qui sont les otages de « l'approche *hotspot* », dispositif avant tout destiné à trier, fichier, et mettre entre parenthèses, avant une éventuelle expulsion, celles et ceux que l'Europe se refuse à « accueillir ».